

## ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, numérique, services professionnels, transport

### SOMMAIRE

#### Fait marquant

- Des premières mesures de relance timides du point de vue de l'environnement et du climat

#### Climat & énergie

- Le Gouvernement britannique aurait besoin de 14Md£ supplémentaires par an pour respecter ses engagements climatiques

#### Environnement

- Les appels se multiplient pour la création d'une banque verte d'investissement britannique

#### Industrie

- Début de mise en œuvre du projet Birch
- Oneweb et promotion des industries du futur au RU

#### Transport

- Assouplissement des mesures de quarantaine pour les voyageurs arrivant au RU
- De nouvelles turbulences à venir dans le secteur aéronautique
- Les trottinettes électriques autorisées à partir du 4 juillet en Grande-Bretagne

### FAIT MARQUANT

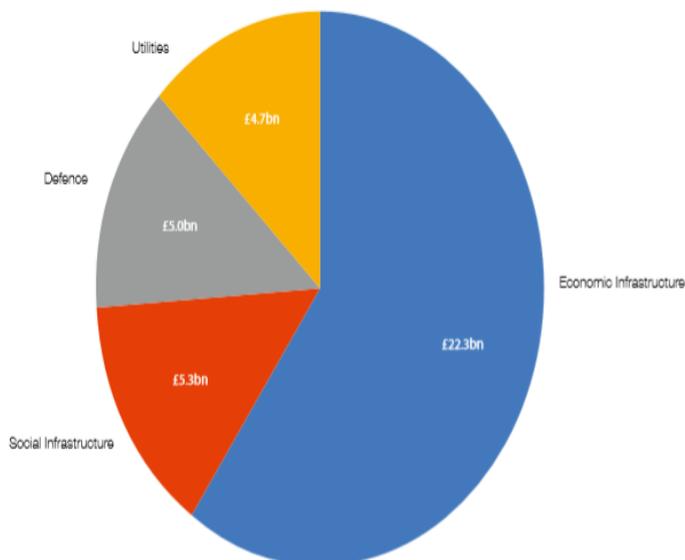
#### **Des premières mesures de relance timides du point de vue de l'environnement et du climat**

Les premières annonces de Boris Johnson pour relancer l'économie ont été fraîchement accueillies par nombre d'observateurs concernant leur volet « vert ». Le Premier ministre revisite le New Deal du Président Roosevelt dans l'objectif de rattraper un retard de développement dans les régions du nord de l'Angleterre. Le plan repose principalement sur la construction d'infrastructures (écoles, hôpitaux, prisons, routes), l'allègement des règles de planification et la mise en place d'actions ciblées dans les domaines de la biodiversité

(plantation de 75 000 ha de forêt par an d'ici 2025), des transports (création de pistes cyclables, mise en service de 4000 bus zéro émission, création d'un *Jet zero council*) et du bâtiment (construction de 180 000 logements). Il constitue une surprise relative tant sur le budget alloué qui n'intègre pas de nouvelles ressources (5Md£ soit 0,2% du PIB du RU) que sur l'ambition jugée insuffisante alors que le Premier ministre s'est engagé à construire mieux, plus vert et plus vite (*build back better, greener, faster*). Ces annonces semblent également en décalage avec les préconisations récentes du *Committee on Climate Change* et de la *UK Climate Assembly* qui appelaient tous deux à une relance verte d'envergure. Les nouvelles annonces fiscales du Trésor attendues la semaine prochaine permettront de constater si le RU souhaite se donner les moyens de lancer une révolution industrielle verte laquelle bénéficie d'un fort soutien parmi la société civile. Ces annonces seront complétées à l'automne par l'adoption du budget (*spending review*) et la publication de la stratégie nationale d'infrastructures, déjà plusieurs fois reportée.

## CLIMAT & ENERGIE

Chart 1: Estimated maximum contract value of procurements in the pipeline by sector (£'bn)



**Le Gouvernement britannique aurait besoin de 14Md£ supplémentaires par an pour respecter ses engagements climatiques – selon un rapport du think tank Green Alliance, cette somme devrait permettre de financer des projets dans le domaine des transports propres, la restauration des habitats et les bâtiments bas carbone, indispensables pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Le think tank estime également que près de 9Md£ auraient été dépensés ces 3 dernières années pour des projets augmentant les émissions comme la construction de routes. Le think tank qui s'est basé sur la publication le 16 juin d'une première liste de marchés publics (*National Infrastructure And***

*Construction Pipeline 2020-21*) devant être lancés sur l'année fiscale 2020-2011 et qui prévoit notamment la construction de routes pour 28Md£ (cf. graphique ci-contre) s'inquiète d'une hausse des émissions induites par ces projets. Le rapport présente également les projets d'infrastructures les plus compatibles avec l'atteinte de la neutralité carbone, les mieux classés étant la rénovation des bâtiments et la création de pistes cyclables suivis de la production de bateaux électriques et d'usines de batteries électriques. Viennent ensuite la décarbonation de l'industrie, les nouveaux bus électriques puis la rénovation des chemins de fer, l'installation de bornes de recharge électrique et la préservation de l'environnement. Le développement du haut débit est largement préféré à la construction de nouvelles routes mal notée.

## ENVIRONNEMENT & AUTORITES LOCALES

**Les appels se multiplient pour la création d'une banque verte d'investissement britannique** – Certaines voix comme celle de Nicolas Stern, Président du Grantham Research Institute, appellent à ce que le RU se dote d'une banque publique dédiée aux projets de développement durable afin de faire baisser le coût du capital de certains projets et attirer les investisseurs privés. Plus d'une centaine de maires auraient également écrit au Gouvernement pour demander la création d'une telle banque afin de financer des projets locaux notamment dans les secteurs de la mobilité électrique et du chauffage domestique. La création d'une banque publique d'investissement consacrée au financement de projets « verts » doit non seulement permettre de financer des projets d'infrastructures durables (le CCC estime que le RU devra dépenser entre 39 et 78Md£/an pour respecter ses objectifs de neutralité carbone d'ici 2050 mais également de compenser l'arrêt des prêts de la banque européenne d'investissement lors la sortie de la période de transition qui a permis de financer de nombreux projets au Ru à hauteur de 31,2Md£ entre 2012 et 2016. Une telle banque (Green Investment Bank) avait vu le jour en 2012. Dotée de 3Md£ d'argent public, elle avait été cédée en 2017 au fond d'investissement australien Macquarie ce qui avait fait l'objet de nombreuses critiques. Le think tank E3G a appelé le Gouvernement à lancer une étude cet été avant un possible lancement de la banque début 2021, le principal enjeu étant de mettre en relation des porteurs de projets et des investisseurs.

## INDUSTRIE

**Début de mise en œuvre du projet *Birch*** – Le projet *Birch* vise à soutenir, généralement sous forme de prêts, les entreprises stratégiques pour le RU mais non éligibles à d'autres formes de soutien public afin d'éviter qu'elles ne soient trop affaiblies par la situation économique actuelle. Le Trésor est ainsi en discussion avec certaines sociétés. Celsa Steel UK, filiale de l'espagnol Celsa Group emploie 500 personnes à Cardiff et pourrait bénéficier d'un prêt de 30M£ en échange d'engagements sur l'emploi ou la réduction de ses émissions de CO2. Jaguar Land Rover et Tata Steel seraient aussi en négociation. Un prêt de 500M£ a été évoqué la semaine dernière pour ce dernier. Le secteur de la sidérurgie est très actif puisque, outre Tata Steel, Liberty Steel et British Steel auraient également approché le gouvernement. Pour mémoire, l'industrie manufacturière et l'automobile, particulièrement affectée par la crise du Covid 19, représente 60% de la consommation d'acier au RU. City UK qui représente le secteur financier, a estimé que les prêts aux entreprises garantis par l'Etat pourraient rapidement représenter 100 Md£.

**Oneweb et promotion des industries du futur au RU** – Le gouvernement britannique a annoncé fin juin qu'il souhaitait prendre une participation de 20% dans la société de satellite Oneweb pour 500M £. Exclu de facto du programme satellitaire Galileo, qui ne concerne que les Etats membres de l'UE, le gouvernement britannique souhaite par ce biais s'assurer d'une

indépendance stratégique dans le domaine satellitaire. Cet investissement ne serait qu'une composante d'une stratégie plus globale - poussée par Dominic Cummings – visant à soutenir 7 « industries du futur » : sciences de la vie, énergies propres, espace, design, numérique, robotique et intelligence artificielle. Downing street souhaiterait que l'effort consacré à la R&D passe rapidement de 1,7 à 2,4% du PIB. M. Cummings souhaiterait également pourvoir le RU d'une agence de promotion des technologies du futur, sur le modèle de la « Advanced Research Projects Agency » (ARPA) américaine.

## TRANSPORT

**Assouplissement des mesures de quarantaine pour les voyageurs arrivant au RU** – Le ministère des Transports a annoncé la cessation à partir du 10 juillet de l'obligation de quarantaine pour les voyageurs en provenance de certains pays comme la France, l'Italie, l'Espagne ou l'Allemagne. La liste complète des pays exemptés sera publiée le 3 juillet. Une soixantaine de pays pourraient figurer sur la liste sans que l'on sache si tous ces pays adopteront un principe de réciprocité pour les passagers venant du RU. Rien ne dit également que les trois autres Nations (Ecosse, Pays de Galles, Irlande du Nord, compétentes en la matière, adopteront ces nouvelles règles. A ce stade, les informations disponibles indiquent que l'obligation généralisée serait remplacée par un système à trois niveaux, contrôlé par les autorités sanitaires britanniques :

- Les voyageurs en provenance des pays verts, jugés plus sûrs que le RU, n'auraient pas à préciser leur lieu de résidence et n'auraient pas à effectuer de quarantaine : Autriche, Barbade, Croatie, Allemagne, Nouvelle Zélande, Grèce, Thaïlande et le Vietnam.
- Les voyageurs en provenance des pays oranges, jugés suffisamment sûrs, auraient à certifier leurs coordonnées et lieu de résidence mais ne seraient pas contraints de s'astreindre à une quarantaine: Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Singapour, Corée du Sud, Suisse.
- Enfin, les voyageurs en provenance de pays rouges devront se mettre en quarantaine à l'arrivée au RU : Argentine, Brésil, Chili, Suède, Portugal, Egypte, Inde, Israël, Maroc, Afrique du Sud.

**De nouvelles turbulences à venir dans le secteur aéronautique** – Le secteur du transport aérien et de la construction aéronautique est un des plus impactés par la crise du Covid 19. Des signaux divers – mais souvent convergents - continuent d'être envoyés. **Easyjet** avait annoncé la suppression de 4500 emplois fin mai. La société a commencé à fournir quelques précisions sur la nature de ces suppressions : il s'agira dans un premier temps de 727 pilotes et de 1.200 personnels de cabine. Par ailleurs, elle souhaite augmenter son capital et va émettre pour 450M d'actions soit 15% de son capital. **Ryanair** a envoyé un signal positif en annonçant la réouverture progressive de 90% de ses lignes au cours de l'été. Celles-ci ne fonctionneront cependant qu'à 40% de leurs capacités passagers. Enfin, le RU est concerné par la suppression à terme de 15 000 emplois annoncés par **Airbus dont** 5.100 en Allemagne, 3500 en France, 900 en Espagne et 1700 au RU. Il est encore trop tôt pour préciser les sites touchés. Pour mémoire Airbus Defence and Space emploie 450 personnes

à Newport, 1.000 à Portsmouth et 1,200 à Stevenhage. Le site de Bristol - 3000 employés - est plutôt spécialisé dans les études et l'A400. Le dernier grand site, celui de Broughton au Pays de Galles, fabrique des ailes des A 320, A 350 et A 330. Il compte 6000 employés.

**Les trottinettes électriques autorisées à partir du 4 juillet en Grande-Bretagne** – Dans le cadre de l'élan post-covid en faveur de la décarbonation des transports, une loi autorisant l'expérimentation de la mise en location de trottinettes électriques a été adoptée mardi 30 juin. Les trottinettes électriques privées continueront toutefois d'être interdites et les trottinettes électriques louées ne pourront être légalement utilisées que sur la chaussée. Le ministère des transports souhaitait initialement restreindre l'expérimentation à 4 zones pilotes, les « zones du transport du futur », mais la nécessité de fournir des alternatives « vertes » aux transports en commun a convaincu la puissance publique d'accélérer et de généraliser la mesure. Désormais, les collectivités territoriales, en collaboration avec des entreprises privées, seront en mesure de mettre en place des expérimentations locales pour une durée de 12 mois. Cette marge de manœuvre locale comporte toutefois des limites puisque la loi impose une limitation de vitesses (15.5 miles / heure) devant être respectée sur l'ensemble du territoire national. Le port du casque est pour sa part simplement recommandé. 17 entreprises ont manifesté leur intérêt pour se lancer dans la location de trottinettes électriques au RU –qui est considéré comme le plus grand marché inexploité d'Europe. Des dizaines de collectivités territoriales auraient indiqué vouloir lancer des expérimentations locales.



**Copyright** – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité** – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transports), Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement), Hugo Cornuel (stagiaire), Christian Fatras (chef de pôle)